

ferroviaires de l'Ouest se détériorent constamment. Ce qui est plus grave, c'est qu'à notre époque où les transports aériens gagnent en importance, le gouvernement permet la dégradation de ses politiques de transport aérien régional par une érosion progressive attribuable aux décisions de la Commission canadienne des transports.

Au milieu des années 50, au Manitoba, nous avons un service aérien de première classe entre Winnipeg et Calgary. C'est Air Canada qui offrait ce service à l'origine. Ensuite Air Canada en a cédé la responsabilité à une société régionale TransAir en subventionnant celle-ci. La subvention a été supprimée il y a deux ans, à une époque où le transport aérien est de la plus haute importance pour le développement industriel, et nous voici sans aucun service régional entre Winnipeg, Brandon, Yorkton, Regina et Calgary.

L'an dernier, par exemple, la ville de Brandon a perdu son service de catégorie «A» qui passait par Winnipeg et Regina. La chose a été faite à la dérobée. Depuis quelques semaines TransAir a même interrompu son service quotidien entre Winnipeg et Regina. Nous revenons à l'époque des diligences, plutôt que de progresser dans l'ère spatiale. Si nous espérons pouvoir profiter du programme d'expansion régionale du gouvernement, nous devons assurer à nos futures industries que nous avons un excellent service aérien.

● (4.40 p.m.)

Cela se produit au moment où l'on dépense des millions de dollars pour de nouveaux aéroports dans les régions de Toronto et de Montréal. Je puis comprendre pourquoi les porte-parole libéraux dans l'Ouest critiquent avec tant de véhémence l'administration libérale à Ottawa pour sa négligence à ce sujet. Je désire seulement qu'ils se servent de ce forum qu'est le Parlement au lieu de crier dans les rues et sur les estrades pour ensuite garder un silence absolu ici dans la haute cour de l'opinion publique.

Je pourrais aussi mentionner naturellement la confusion causée par la détérioration du service postal passé, alors que plusieurs collectivités sont disparues complètement dans diverses parties de l'Ouest du Canada à la suite de la fermeture arbitraire de bureaux de poste ruraux. Heureusement, nous avons maintenant à la direction du ministère une personne qui comprend la nature de l'expansion régionale et le fondement des problèmes ruraux, et il a renversé cette décision, mais en ne sachant pas apprécier les problèmes réels d'expansion régionale de l'Ouest du Canada, le gouvernement a causé un tort énorme.

A cause de cette politique ou de cette absence de politique et de la planification ou de l'absence de planification de la part du gouvernement, la concentration s'intensifie dans ces immenses agglomérations urbaines, qui créent des problèmes de pollution insolubles, où la criminalité augmente rapidement, où la guérilla urbaine devient très inquiétante, et où, comme il arrive dans certains des grands centres des États-Unis, les problèmes de l'organisation urbaine deviennent presque impossibles

à résoudre. Face à ces problèmes, le gouvernement ajoute l'injure à l'insulte et propose des programmes spéciaux qui ne feront qu'aggraver certains de ces problèmes au lieu de les résoudre et d'aider à y remédier.

Pour conclure, j'aimerais donner un exemple précis de l'incapacité du gouvernement de donner une importance égale aux problèmes économiques et aux crises qui sévissent dans différentes parties du Canada. Je veux parler de son incapacité d'éliminer graduellement les bases militaires dans l'Ouest de façon à réduire au minimum les répercussions économiques pour les collectivités intéressées. Au Manitoba, nous avons perdu deux bases militaires ces derniers mois. Ces deux bases représentaient 2,700 emplois, c'est-à-dire deux fois le nombre d'emplois créés par le programme du ministère l'année dernière.

Donc, nous reculons au lieu de progresser, ce qui ne devrait pas être le cas, étant donné que, dans le cadre de la réévaluation des besoins militaires canadiens, le gouvernement disposait d'un préavis de quatre ou cinq ans. La base de Portage est restée ouverte malgré une pénurie de logements qui nécessitera des sommes considérables pour fournir des logements suffisants à son personnel accru. Au cours de la récente crise québécoise, quand il a été nécessaire de transporter d'urgence par avion du personnel militaire de Shilo à Montréal, l'aéroport de Rivers, qui est l'un des plus beaux aéroports canadiens, a dû être rouvert provisoirement, car la base de Portage ne suffisait pas. Des millions de dollars ont été dépensés à la base aérienne de Rivers au cours des dernières années en réparation de pistes, car on estimait qu'elle demeurerait l'une de nos principales bases aériennes d'entraînement pendant encore très longtemps.

Mais, soudainement, on la supprime et dans les mois suivant l'annonce de septembre, le gouvernement n'a fourni aucune indication de l'existence d'un programme de rechange qui utiliserait les excellentes installations de cette base. Des instances ont été présentées par les collectivités locales qui se sont rendues à plusieurs reprises à Ottawa à leurs propres frais. Des représentants du gouvernement provincial du Manitoba ont effectué des pèlerinages à Ottawa. Nous avons la promesse que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) lui-même se rendra au Manitoba au début de l'année prochaine et qu'il annoncera une politique et des projets visant à résoudre la crise économique créée par cette situation.

J'ose espérer que le ministre, sachant s'attaquer aux problèmes des disparités régionales d'une manière juste et non discriminatoire, se montrera aussi généreux à l'égard de l'Ouest que des régions qui sont spécialement désignées dans la mesure à l'étude. Si Ottawa ne fait pas preuve de justice en la matière, les protestations du ministre libéral du Manitoba que j'ai lues cet après-midi, et les discours qu'il prononce régulièrement du haut d'une estrade plutôt qu'à la Chambre des communes, formeront un chœur qui aura des conséquences graves pour l'unité nationale du Canada. J'ai également cité les déclarations du nouveau chef libéral, M. Asper. Les gens commenceront à le prendre au sérieux s'il poursuit sa